

La Corée du Sud m'inquiète

dimanche 14 avril 2013, par [Barthélémy COURMONT](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Barthélémy COURMONT](#), **La Corée du Sud m'inquiète**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 14 avril 2013.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Corée du Nord - Corée du Sud : la crise. Après avoir expliqué les causes de la stratégie de la tension du dictateur nord-coréen, B. Courmont déplace le projecteur sur la Corée du Sud. Certains cercles sud-coréens auraient-ils intérêt à un conflit qui briserait - enfin - le *statu quo* qui pèse sur la péninsule depuis 60 ans ?

LES GESTICULATIONS de Pyongyang sur fond de crise nucléaire offrent l'occasion de ressortir toutes les analyses présentant le caractère presque surréaliste et abject de ce régime, mais aussi des idées reçues sur son irrationalité, sa folie meurtrière, dans un gigantesque prêt-à-penser auxquelles les crises sécuritaires nous ont habitués. On peut bien sûr rappeler les fondamentaux de la Corée du Nord, et [chercher à comprendre ce qui motive Kim Jong-un, mais les réponses sont assez simples, et n'ont surtout pas évolué depuis la fin de la Guerre froide. Le régime cherche à assurer sa survie, et à cet égard l'arme nucléaire n'est qu'un outil parmi d'autres, la « continuation de la politique par d'autres moyens »](#), mais des moyens mettant en avant une forme de dissuasion, pas la guerre. L'escalade est là, réelle, mais même en cherchant très loin on voit difficilement quel serait pour Kim Jong-il le gain à s'engager dans un conflit qu'il sait perdu d'avance, et ses gesticulations sont dès lors à la fois rationnelles et limitées dans leur portée.

A l'inverse, [la Corée du Sud](#), étrangement absente de toutes les analyses qui prolifèrent à grande vitesse ces dernières semaines, m'inquiète, au point de considérer que si la guerre - qui reste hypothétique et à laquelle je ne crois pas - venait à éclater, ce sera surtout consécutivement à un engagement de Séoul allant dans ce sens, et à une volonté de briser le *statu quo* qui assure la sécurité dans la péninsule depuis soixante ans.

Un déséquilibre qui pose problème

Dans toute relation asymétrique, on distingue un acteur, le faible, qui cherche constamment à combler son retard, et se hisser au niveau de son adversaire. Ainsi, quand [l'Union soviétique](#) procède à son premier essai nucléaire en 1949, c'est pour combler son retard sur son rival américain, et le même type de recherche d'équilibre se retrouve en Asie du Sud, entre [l'Inde et le Pakistan](#). En se dotant de l'arme nucléaire, la Corée du Nord cherche à rattraper son retard, désormais béant, sur son voisin et rival. L'autre acteur de la relation asymétrique, le fort, a pour objectif de maintenir son avance, soit en hissant son propre niveau, soit en barrant la route du faible. En clair, l'équilibre ne lui convient pas.

Pour comprendre l'importance de l'équilibre, il suffit de se rappeler de 1950. A l'époque, Soviétiques et Américains s'étaient entendus pour retirer leurs troupes de la péninsule, ce que l'administration Truman fit avec zèle. Fort de sa supériorité militaire résultant de ce retrait, Kim Il-sung ne se fit pas prier pour se lancer, avec le feu vert de Moscou, à l'attaque. L'équilibre de la bipolarité calma les ardeurs des uns et des autres tout au long de la Guerre froide. Et depuis [la disparition de l'Union soviétique](#), Pyongyang a compris qu'un conflit lui serait fatal, tandis que Séoul s'est tournée vers d'autres objectifs, résultat d'une démocratie durement acquise. Et la République de Corée est devenue un pays puissant, reconnu à échelle internationale - comme en témoignent les succès de la diplomatie active de Lee Myung-bak en faveur d'organisation de sommets internationaux, notamment [le G20 de 2010](#) - et aspire au statut de puissance régionale tandis que son voisin s'enfonce dans une pauvreté chronique. Pour la première fois depuis leur séparation, les deux Corées ne sont pas uniquement

distinctes d'un point de vue politique et idéologique, mais surtout économique et social.

Le déséquilibre actuel, que les capacités nucléaires nord-coréennes ne permettent pas de combler entièrement, est d'autant plus fort que Séoul bénéficie du [soutien américain](#), tandis que Pyongyang ne peut que constater l'isolement dans lequel le régime se trouve, et pour lequel sa responsabilité est évidemment totale. Dans ce schéma, la confrontation ne saurait que tourner à l'avantage de Séoul, tandis que Pyongyang serait totalement écrasé. Les risques de riposte et de dommages irréparables, et c'est là que le nucléaire entre en scène, calment les ardeurs de ceux qui souhaiteraient en finir pour de bons avec le régime nord-coréen, compte-tenu du risque de voir une ville comme Séoul, située à moins de quarante kilomètres de la zone démilitarisée, être l'objet d'attaques, et ce quelle que soit la nature des armes utilisées. Dès lors, les choses sont assez simples : la Corée du Nord n'a aucun intérêt à se lancer dans une nouvelle guerre de Corée. On peut affubler Kim Jong-un, comme son père avant lui, de tous les sobriquets qu'on souhaite, et on peut lui reprocher une liste impressionnante de méfaits, mais à moins qu'il ait totalement perdu la raison et se lance dans une opération suicide à grande échelle dont il ne saurait tirer le moindre profit, il n'y a pas de raison qu'il se lance à l'assaut de son voisin sud-coréen.

Côté sud-coréen, le déséquilibre est jugé rassurant, et la classe politique autant que la population peut continuer tranquillement à rêver de réunification, sans pour autant anticiper ce à quoi elle ressemblera, ce qu'elle coûtera, et ce qu'elle signifiera en terme de mutations économiques et sociales pour le Nord, mais aussi pour le Sud. Pendant ce temps, les faucons, les milieux les plus hostiles à Pyongyang, souvent nostalgiques du régime autoritaire de Park Chung-hee, et ardents opposants à la *sunshine policy*, se disent qu'il est peut-être le temps de mettre un terme définitif au différend entre les deux Corées, en répondant aux provocations de Kim Jong-un, et en le prenant au mot. L'équation est simple pour les faucons : puisque la Corée du Sud est certaine de remporter la guerre, pourquoi ne pas s'y engager, puisque c'est le souhait proclamé de Pyongyang ?

Quelle est l'autorité de Madame Park ?

La présidente sud-coréenne, Park Geun-hye, n'est sans doute pas à classer dans les rangs des faucons. Et ses positions sur la Corée du Nord pendant la campagne électorale qui l'a portée à la victoire en décembre 2012 étaient plus ouvertes au dialogue que celles de son prédécesseur, Lee Myung-bak, dont elle se démarqua à plusieurs reprises de l'engagement très musclé. Soucieuse d'assurer la dénucléarisation de la péninsule, elle se montre également disposée à renouer les relations avec Pyongyang, pour tenter d'apaiser les tensions.

Certes, Madame Park n'est pas que la première femme à diriger une démocratie en Asie du Nord-est, elle est aussi la fille de l'ancien dictateur militaire Park Chung-hee, qui dirigea la Corée du Sud de 1961 à sa mort, en 1979. Elle fut aussi, après l'assassinat de sa mère en 1974 et des études avortées à l'université de Grenoble, aux côtés de son père jusqu'à la mort de ce dernier, dans un rôle de « première dame », à seulement 22 ans. Les mauvaises langues diront qu'elle n'est pas seulement la fille d'un dictateur (ce qui n'est en soi pas répréhensible), mais qu'elle a joué un rôle actif, même purement protocolaire, dans cette Corée du Sud pré-démocratique. Elle se prononça d'ailleurs sur la dictature de son père à l'occasion de primaires du Grand Parti National (GNP, parti conservateur, aujourd'hui appelé Saenuri) perdues face à Lee Myung-bak en 2007, jugeant que le coup d'état militaire de 1961 fut une « révolution pour

sauver le pays ». D'autres argueront du fait qu'elle s'est excusée publiquement auprès des victimes du régime répressif de son père, et que son élection en décembre 2012, serrée, fut totalement démocratique. Park Geun-hye est une dirigeante d'un pays démocratique, et si son passé pose certains problèmes en terme d'image, il n'influence *a priori* pas directement ses positions, sauf si on s'en réfère à son entourage, notamment son frère Park Ji-man, ouvertement lié aux milieux les plus conservateurs.

Sans doute pour affirmer son leadership dans une société très conservatrice et où la place de la femme reste trop souvent marginale, l'une de ses premières mesures de présidente, après sa prise de fonctions le 25 février 2013, fut de cibler les grands conglomérats, ou *chaebols* (Samsung, Hyundai et LG sont les plus connus), traditionnellement soutenus par le parti conservateur, en les sommant de ne pas se lancer dans des licenciements abusifs. Un gage donné au centre, mais aussi un message clair aux membres de son propre parti sur sa capacité à gouverner sans être influencée par les différentes mouvances de son parti. Quand on sait que son père fut le champion des *chaebols*, cette décision avait de quoi surprendre, elle s'explique aussi sans doute par son désir de rassurer la communauté internationale sur le fait que cette nouvelle présidence Park ne signifie pas nécessairement un retour en arrière.

Le bras de fer avec Pyongyang est cependant un défi d'un tout autre niveau, et pour lequel elle a déjà essuyé un échec peu remarqué, mais important au sein de son propre parti, et augurant des difficultés à imposer son style sur les dossiers les plus sensibles. Préparant son arrivée au pouvoir, elle désigna Kim Byung-kwan au poste de ministre de la défense nationale, mais ce dernier fut contraint de renoncer à ce poste sous la pression des milieux conservateurs, soucieux de la menace nord-coréenne, et satisfaits de la posture musclée de Kim Kwan-jin, qui fut finalement maintenu à son poste. En cédant, Madame Park connut son premier échec politique, et ce avant même sa prise de fonction.

La question de l'autorité de Park Geun-hye au sein de son gouvernement et, par extension, de son propre parti, est dès lors sujette à interrogation, en particulier sur le dossier nord-coréen, où son ministre de la défense nationale semble lui disputer le leadership.

Quelles est l'influence de Kim Kwan-jin ?

Des principaux acteurs de la crise actuelle, **Kim Kwan-jin est l'un des plus importants. Ancien général et chef d'état-major des armées, il est devenu ministre sud-coréen de la défense nationale fin 2010**, consécutivement au bombardement par la Corée du Nord de l'île de Yongpyeong, et maintenu donc à son poste en dépit des souhaits de Park Geun-hye. Son expérience est grande, et face à lui la présidente sud-coréenne est considérée comme une débutante. Son principal adversaire, Jim Jong-un, est lui-aussi très inexpérimenté. De ces trois personnages, le ministre de la défense nationale est en position de force, et il ne s'est pas privé pour le faire savoir au cours des dernières semaines. Déclarations visant à minimiser les risques pour la sécurité du territoire national en cas d'attaque de missiles nord-coréens (qui seraient selon ses termes abattus par les capacités antimissiles), évocation de frappes préventives et, pour ajouter à ces sorties fracassantes, l'appel à l'évacuation des Sud-coréens travaillant sur le site de Kaesong, véritable symbole des tentatives de rapprochement engagées au début des années 2000 par ses principaux opposants politiques. Au passage, cette dernière action aurait logiquement dû être placée sous l'autorité de la présidente, mais elle fut coiffée sur le poteau par son très encombrant ministre. **Kim Kwan-jin est sûr de son fait. Il ne**

craint pas la Corée du Nord - et il a en grande partie raison - mais en bombant le torse plutôt que de chercher à apaiser les tensions, il multiplie les risques d'une escalade pouvant à tout moment dégénérer de manière presque accidentelle.

Derrière Kim Kwan-jin, ce sont évidemment les conservateurs les plus hostiles à Pyongyang, ou faucons, qui pèsent potentiellement sur les choix politiques et stratégiques de Séoul dans la crise actuelle. Frustrés de ne pas avoir répondu aux provocations de Pyongyang en 2000, consécutivement aux attaques contre la corvette Cheonan puis l'île de Yongpyeong, ils voient dans ce ministre leur meilleur porte drapeau. De sa faculté à gérer la crise actuelle et surtout à ne pas céder face aux provocations nord-coréennes pourrait dépendre l'avenir des conservateurs au sein du gouvernement et du Saenuri.

La guerre pour oublier la crise ?

Malgré un dynamisme fortement relayé par les pouvoirs publics, et une image de puissance tournée vers l'avenir systématiquement mise en avant lors des grands forums internationaux, **la croissance économique sud-coréenne est actuellement en berne**. Cela se traduit par des licenciements (d'où la mise en garde de Madame Park), des incertitudes, et un sentiment de mal être qui s'est rapidement emparé de la population. Les Sud-coréens ne seraient ainsi, selon plusieurs études, pas heureux, et ce mal être ne serait pas lié aux relations houleuses avec le Nord, mais aux difficultés sociales, aux salaires qui restent bas, et des conditions de vie qui restent difficiles pour la vaste majorité de la population, et l'insécurité de l'emploi, pointée du doigt par les organisations internationales, n'en est qu'une des facettes. Derrière les lumières de Séoul, la société coréenne n'est pas si tournée vers l'avenir et harmonieuse qu'il y paraît, surtout dans les multiples reportages effectués par des journalistes qui ne prennent pas le soin de sortir de l'immense mégalopole de 23 millions d'habitants, soit la moitié de la population du pays, et repartent le plus souvent émerveillés, voire béats.

Dans ce contexte de crise, la guerre peut apparaître pour certains comme un recours, un moyen de relancer la machine, et d'enrayer une spirale négative. On peut bien sûr estimer que la guerre pour oublier la crise est l'idée-reçue par excellence, mais n'est-elle pas, de toutes, l'une des plus fondées ? Un pays puissant mais gêné par un voisin encombrant, à l'économie solide mais traversée de turbulences, tourné vers l'avenir mais confronté aux fantômes du passé, est potentiellement un pays dangereux. La guerre peut lui être présentée comme une alternative, surtout quand on sait qu'elle sera gagnée à coup sûr, et peut-être à peu de frais (mais ceux-ci restent malgré tout, et c'est là le problème, réels). Pour ces différentes raisons, **quand la Corée du Nord m'interpelle (et comme tout le monde, m'exaspère un peu), la Corée du Sud m'inquiète.** Il est parait-il un proverbe coréen (qu'on retrouve d'ailleurs dans de nombreuses autres cultures) qui dit que « le roquet qui aboie ne mord pas ». C'est sans doute vrai, mais on pourrait également ajouter que « le molosse qui montre les crocs est menaçant ».

Plus

. Lire un article de [Barthélémy Courmont, "Corée du Nord : calculs stratégiques de Kim Jong-un"](#)

. Lire un article de [François Guilbert "Corée du Nord : livres à choisir ?"](#)

P.-S.

Professeur de science politique à Hallym University (Chuncheon, Corée du Sud), chercheur-associé à l'IRIS, et rédacteur en chef de *Monde chinois, nouvelle Asie*. Il réside actuellement en Corée du Sud.